



POSITION D'AICH SUR LA GRÈVE FÉMINISTE 2023

Amnesty International s'engage depuis des années pour les droits des femmes et des personnes LGBTQIA+. Avec pour objectif de lutter contre toute discrimination et de renforcer la justice de genre selon une approche intersectionnelle et inclusive. Nous considérons que les personnes qui se mobiliseront le 14 juin 2023 exercent leur droit à la liberté de réunion et d'expression, tout en attirant l'attention sur des discriminations persistantes et inacceptables, dans le but de rendre la société plus juste et inclusive.

L'importance et la force des mobilisations sociales ont été démontrées à maintes reprises à travers l'histoire et sont le reflet d'une démocratie vivante et saine. Conséquence de la première grève nationale des femmes en 1991, l'égalité entre femmes et hommes a été inscrite dans la loi fédérale. Elle a également été à l'origine de l'introduction du régime du délai, de la légalisation de l'avortement et de la création l'assurance maternité. La mobilisation féministe historique de 2019 a quant à elle contribué à une meilleure représentation des femmes au sein du Parlement suisse. En outre, les collectifs de grève créés à travers tout le pays continuent de jouer un rôle important d'information et de sensibilisation du public et des politiques sur diverses discriminations de genre et sur des dossiers importants pour l'égalité, comme la réforme de l'AVS ou la révision du droit pénal sexuel. Sans un fort engagement de la société civile, cette dernière réforme n'aurait pas abouti à l'adoption de la solution « non c'est non » et la prise en compte de l'effet de sidération dans l'infraction de viol.

Amnesty reconnaît pleinement l'importance des mouvements féministes et salue l'engagement des centaines de milliers de personnes qui œuvrent pour que chaque personne en Suisse puisse exercer et voir protégés ses droits humains. La grève féministe permet de visibiliser les multiples revendications liées à la justice de genre. Amnesty appelle les autorités suisses à les écouter et à engager un dialogue avec les collectifs de grève qui les portent, afin d'avancer ensemble vers l'égalité de droit et de fait pour touxtes. En tant qu'organisation de défense des droits humains, nous ne prenons pas position sur chacune des revendications qui constituent l'appel à la grève 2023, mais soutenons en particulier celles qui rejoignent nos priorités de travail, à savoir :

- Les mesures systématiques de lutte à l'échelle nationale contre les violences sexistes et sexuelles ;
- un plan national de lutte et des ressources contre les discriminations ;
- l'asile, l'accès et protection maximale pour les femmes et les personnes *queer* contraintes à fuir leur pays en raison de violences sexistes et sexuelles et/ou liées à l'identité de genre, ainsi qu'à l'orientation sexuelle et/ou contraintes de fuir leur pays en raison de leur engagement féministe ;
- un plan d'action national et des mesures pour le climat et l'environnement ;
- l'ancrage du féminisme intersectionnel dans la formation et l'éducation ;
- le droit à l'avortement sorti du code pénal.

De même qu'en 2019 et durant les quatre dernières années, nous laissons nos membres et activistes décider en toute autonomie s'ils souhaitent faire grève ou participer sur leur temps de loisir aux manifestations et défilés qui auront lieu en fin d'après-midi. Nous n'appelons pas

explicitement à la grève, car c'est à chacun·e·x d'évaluer les risques professionnels ou autres d'une telle démarche. Nous proposons aux activistes d'Amnesty de soutenir nos revendications, mais aussi de nous aider à faire connaître notre campagne mondiale sur le droit de manifester.

En soutenant l'édition 2023 de la grève féministe, nous réitérons notre volonté de nous engager avec toutes les parties prenantes pour que les droits humains des femmes et des personnes LGBTQIA+ soient enfin pleinement protégés et respectés en Suisse.